

International Review of Community Development

Revue internationale d'action communautaire



Les revues socio-politiques : pourquoi les journalistes n'y sont pas ?

Pierre Vennat

Numéro 6 (46), automne 1981

Médias communautaires ou médias libres

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034957ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034957ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Vennat, P. (1981). Les revues socio-politiques : pourquoi les journalistes n'y sont pas ? *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (6), 25–27.
<https://doi.org/10.7202/1034957ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1981

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Les revues socio-politiques

Pourquoi les journalistes n'y sont pas ?

par Pierre Vennat

Luttes urbaines, Offensives communautaires et culturelles, Critères, Focus, la Revue internationale d'action communautaire, Interventions critiques en économie politique, Le Temps Fou, La Vie en rose, La Raison, Points de Repère, les Cahiers du socialisme, Vie ouvrière, Possibles, vous connaissez ?

Ce sont toutes des revues socio-politiques publiées au Québec, la plupart ayant deux ou trois ans d'existence.

Il fut un temps au Québec où les revues socio-politiques avaient de l'influence. *Cité Libre* n'a jamais dépassé les quelques centaines d'abonnés : on en parle pourtant encore aujourd'hui et l'on peut dire qu'elle a « lancé » Pierre-Elliott Trudeau. Il y eut aussi *Parti Pris, Révolution Québécoise, Maintenant, Socialisme, Liberté, Situations* et d'autres, généralement à gauche.

Si l'on s'en souvient tant, c'est sans aucun doute parce que ces revues ont joué un rôle dans l'évolution politique du Québec. Mais c'est aussi, j'en suis persuadé, parce que nombre de journalistes y ont collaboré, aux côtés d'intellectuels de tout acabit.

Il y a 20 ans, il y a 10 ans, à peine, les journalistes du Québec collaboraient avec plaisir à ces revues socio-politiques dont ils constituaient d'ailleurs sinon la majorité des collaborateurs, du moins un fort noyau. On y col-

laborait par conviction, bien sûr, la plupart du temps bénévolement, mais aussi par désir « d'influence », pour « faire bouger les choses » et aussi parce qu'un article retentissant, dans une des revues ci-haut mentionnées, amenait souvent une invitation à participer à une émission d'affaires publiques à la radio ou à la télévision.

Aujourd'hui, les choses ont changé : les revues dont le nom apparaît dans le premier paragraphe ont souvent un tirage plus fort que *Cité Libre* mais dans un Québec plus blasé et plus cosmopolite, leur influence paraît plus réduite.

Par ailleurs, règle générale, les journalistes en sont absents.

Des explications

Bien que je ne sois pas sociologue, je vois plusieurs hypothèses expliquant cet état de choses, dont certaines ne sont pas flatteuses pour la profession.

Il y a bien sûr le fait que, de moins en moins — et c'est malheureux — les journalistes font du bénévolat. Aujourd'hui, quand on fait de la pige, c'est pour être payé et pour plusieurs, écrire dans une revue, c'est faire de la pige. Cela va de pair avec une autre consta-

tion : avec la montée du journalisme d'enquête (chose bonne et nécessaire en soi), on assiste à une baisse du **journalisme d'opinion**. On retrouve de plus en plus de spécialistes de la communication, du bon reportage, mais de moins en moins de gens entrant dans la profession pour y mener, sinon un journalisme de combat, du moins un journalisme d'opinion ou de conviction.

L'époque est loin où les journalistes formaient les noyaux fondateurs — du moins au Québec — du Nouveau parti démocratique, du Parti socialiste du Québec, du Rassemblement pour l'indépendance nationale et du Mouvement laïque de la langue française. Au nom d'une certaine conception de l'objectivité, on s'est retranché derrière la neutralité. Il ne m'appartient pas de dire si c'est une bonne chose : je constate.

Pis encore, plusieurs des collectifs qui publient ces revues se méfient de nous, certains ne voulant pas nous voir ! En effet, plusieurs fonctionnent sur le postulat que la grande presse (et ses journalistes) trompent le peuple et diluent ses luttes. Ils veulent donc offrir quelque chose de différent : pas une presse « underground », mais des revues « militantes ». Or qu'on aime cela ou non, les journalistes québécois, encore considérés comme « dérangeants » par les gens qui détiennent le pouvoir politique, économique ou religieux, sont de plus en plus considérés comme conservateurs par les militants socio-politiques et les intellectuels engagés qu'on retrouve à la tête des nouvelles publications québécoises. C'est l'inconvénient d'être considérés comme des gens du « centre », ce que collectivement nous sommes de plus en plus depuis les années 70.

Des exceptions

Cela dit, il y a des journalistes qui font exception à la règle...

Possibles, « revue-livre » (environ, 150 pages par numéro), indépendantiste et socia-

liste à tendance autogestionnaire, fonctionnant en collectif autour notamment des sociologues Marcel Rioux et Gabriel Gagnon et du poète Gaston Miron, fait souvent appel à des journalistes, surtout ces derniers temps, pour ses numéros thématiques, aux côtés de sociologues, politicologues, etc. Celui du printemps, dont le thème était *Élections 81 : question au PQ*, contenait les signatures de Paule DesRivières et de Marie-Agnès Thellier, du *Devoir*, et de Pierre Vennat, de *La Presse*.

Interventions critiques en économie politique, autre « revue-livre » thématique (plus de 200 pages par numéro), et dont le septième numéro paraîtra bientôt, publiée à l'occasion des textes de journalistes, pourvu qu'ils se rapprochent d'une analyse socialiste (ou à tout le moins sociale-démocrate) du capitalisme.

Vie Ouvrière n'est pas une nouvelle revue, loin de là, mais elle connaît cette année (31^e année, 152 numéros publiés) une nouvelle toilette, et une nouvelle popularité en milieux populaires et syndicaux. Entièrement consacrée aux problèmes des ouvriers, rédigée par un collectif de « chrétiens de gauche », elle a fait appel ces derniers mois à plusieurs journalistes qui y ont répondu bénévolement ; tels Gisèle Tremblay, Claudette Tougas, Pierre Vennat et Louis-Gilles Francoeur.

Il y a aussi *Critères*, où plusieurs journalistes sont souvent invités à collaborer.

Le Temps Fou et *La Vie en Rose* sont connus (nous en avons déjà parlé dans « Le 30 ») de même que *Focus*, publiée au Saguenay-Lac Saint-Jean, qui se présente dans sa publicité comme « la revue qui goûte la tourtière » ! Ces revues veulent diffuser *une information différente*, d'où sans doute la raison pour laquelle nous en sommes presque absents à l'exception du *Temps Fou* où ont écrit nos collègues Louis Fournier, François Demers, Louise Vandelac, Léo Kalinda, Danièle Blain, Marc Raboy et notre ancien collègue Pierre Vallières.

À gauche...

Luttes urbaines et Offensives culturelles et communautaires (l'une datant de l'automne 1979, la deuxième de l'automne 1980) poursuivent des buts semblables : « créer des instruments au service des groupes populaires » et « un lieu d'échange sur les pratiques de luttes », « briser l'isolement dans lequel se trouvent la plupart des groupes de notre société » et « formuler des instruments de luttes utiles aux groupes populaires ». Y écrivent surtout des militants et ceux qu'on appelle les animateurs sociaux, diplômés comme tels ou non de nos universités. Les mêmes, avec des équipes multidisciplinaires en sciences sociales de France, de Belgique et de Suisse, ont mis sur pied une revue de prestige fort bien faite mais coûteuse, la *Revue internationale d'action communautaire*.

La Raison est un refuge d'anti-cléricaux et

d'anti-religion jusqu'à la caricature. *Points de repère* préconise un internationalisme militant et « anti-impérialiste ». Les *Cahiers du socialisme*, comme le nom l'indique, se consacrent à l'élaboration d'un socialisme non communiste au Québec, ce qui ne semble pas être pour demain.

Comme le voit, ce ne sont pas les revues qui manquent au Québec, mais ce sont plutôt les journalistes qui en sont absents. Pourquoi? N'est-ce pas, au fond, parce que ces revues sont à gauche?...

Pierre Vennat
journaliste à *La Presse*

Article extrait de la revue
*Le « 30 », de la
Fédération des journalistes professionnels du
Québec,
mai 1981*